



ASIE-PACIFIQUE : GRAND STRATEGY DE RÉAFFIRMATION FACE À LA CHINE

[Tanguy Struye de Swielande](#)

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2014/1 N° 38 | pages 330 à 341

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847952698

DOI 10.3917/oute1.038.0330

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-1-page-330.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Asie-Pacifique : *Grand Strategy* de réaffirmation face à la Chine

Tanguy Struye de Swielande¹

Depuis quelques années, on observe un basculement des grands enjeux internationaux vers l'Asie-Pacifique. Face à cette réalité, les États-Unis réinvestissent la région dans les domaines politique, économique et sécuritaire. Cet article aborde principalement la question sous l'angle sécuritaire.

La région de l'Asie-Pacifique regroupe la majorité des puissances confirmées et émergentes (à l'exception de l'UE), la plupart des puissances nucléaires, plus d'un tiers de la population mondiale. Elle est hétérogène politiquement, économiquement, religieusement et culturellement. Si l'Asie est une opportunité économique, elle forme également une région où les questions sécuritaires sont importantes (piraterie, terrorisme, prolifération, litiges frontaliers...). Les risques de conflit en Asie s'y trouvent surtout dans la péninsule coréenne, le détroit de Taiwan et les eaux contestées par différents pays en mer de Chine méridionale. La distribution de la puissance dans la région est telle que la structure régionale en devient plus complexe : « ... l'Asie est entrée dans le XXI^e siècle sans avoir totalement quitté le siècle précédent, tant les contentieux hérités de la première partie du XX^e siècle sont encore vivaces. Les notions de rang et d'honneur ont conservé une importance particulière dans les relations entre États. (...) Et les instruments de sécurité collective sont encore balbutiants »². La dynamique présente dans la région dépasse par conséquent la lutte binaire entre les États-Unis et la Chine.

Bien que le Pacifique reste dominé par les États-Unis, cette domination est plus relative que par le passé, d'autres acteurs tels le Japon, la Chine, l'Inde et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) voulant également jouer un rôle dans la région. Dans ce contexte, la zone s'étendant du golfe du Bengale à la mer du Japon est une région d'importance croissante pour la sécurité américaine. Après leur retrait d'Irak et compte tenu de leur désengagement annoncé d'Afghanistan en 2014, les États-Unis font donc un retour remarqué en Asie-Pacifique. En novembre 2011, Hillary Clinton donnait un article à *Foreign Policy* dont le titre *America's Pacific Century* ne laissait aucun doute sur l'intérêt de la région pour la Maison-Blanche. Elle y établissait six priorités : 1) renforcer les alliances bilatérales, 2) approfondir les

¹ Professeur à l'Université catholique de Louvain, coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour, programme Union européenne-Chine.

² Cf. Bruno Tertrais, « Tectonique des plaques en Asie », *Le Figaro*, 13 juin 2005.

relations avec les puissances émergentes dont la Chine, 3) réengager les institutions régionales multilatérales, 4) étendre le commerce et les investissements³, 5) forger une présence militaire large et 6) promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme. Outre le rappel de l'importance des alliances dans la région et du défi constitué par la Chine, deux autres États sont mentionnés : l'Inde et l'Indonésie. En janvier 2012, Washington confirmait ce renouvellement à travers *Sustaining US Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense* : « Les intérêts économiques et sécuritaires sont inextricablement liés aux développements dans l'arc allant du Pacifique Ouest et l'Asie de l'Est jusqu'à la région de l'océan Indien et de l'Asie du Sud, créant un mélange de défis et d'opportunités en pleine évolution. En conséquence, alors que les forces militaires américaines contribueront toujours à la sécurité globale, nous allons par nécessité nous réorienter vers la région de l'Asie-Pacifique ». Ce document insistait encore sur la protection des espaces publics mondiaux (*global commons*), soit les domaines situés au-delà des juridictions nationales qui constituent les connexions vitales du système international (terre, mer, air, espace, cyber). Dans le contexte régional, les alliances avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines et la Thaïlande doivent former le noyau dur de ce « retour » dans la région, tout en encourageant de nouveaux partenariats avec des États trop négligés par le passé.

RENFORCER LES ALLIANCES TRADITIONNELLES

Les États-Unis comptent toujours avant tout sur leur système d'alliances *hub and spoke* (moyeu et rayons) lequel s'appuie sur le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines et la Thaïlande.

La relation Japon-États-Unis est encore en grande partie déterminée par l'esprit du traité de sécurité de 1960 (*The US-Japan Treaty of Mutual Cooperation and Security*). Celui-ci établit dans son article 5 qu'une attaque contre le Japon constituerait autant une atteinte à la sécurité américaine qu'à celle du Japon et exigerait une intervention des États-Unis sans que le Japon soit tenu à un engagement réciproque. L'article 6 pour sa part autorise les États-Unis à stationner des forces militaires sur le territoire japonais pour contribuer à la sécurité du Japon et au maintien de la paix et de la sécurité en Extrême-Orient⁴. La relation sécuritaire et diplomatique se caractérise par l'organisation des sommets réguliers « 2+2 » (*Japan-US Security Consultation Committee*) et se concentre aujourd'hui autour de trois problématiques

3 Washington négocie l'initiative du Trans-Pacific Partnership (TPP), zone de libre-échange entre les États-Unis et neuf autres pays de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) : Australie, Brunei, Chili, Japon, Malaysia, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Viêt-nam ; elle représente un tiers du PIB mondial et exclut la Chine. À défaut d'un accord de libre-échange avec les pays de l'ASEAN, Washington a également lancé l'Initiative E3 (*Enhanced Economic Engagement*), laquelle devrait aider les membres de l'ASEAN ne participant pas encore au TPP à le rejoindre un jour. Le TPP est toutefois concurrencé par une nouvelle initiative économique de l'ASEAN, excluant cette fois les États-Unis et incluant la Chine : le *Regional Comprehensive Economic Partnership*.

4 Cf. Hervé Couraye, *L'alliance nippo-américaine à l'épreuve du 11 septembre 2001*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 29.

principales : 1) les objectifs stratégiques communs ; 2) les rôles, missions et capacités des deux pays ; 3) le repositionnement des forces américaines. Quant à la première, les deux pays garantiront la sécurité du Japon, renforceront la stabilité dans la région, s'emploieront à promouvoir une solution pacifique à la question coréenne et à développer une relation constructive avec la Chine. Washington encourage également Tokyo à participer de plus en plus directement à la stabilité et la sécurité régionale. La seconde problématique implique une plus grande coopération dans les domaines du renseignement, de la logistique, de la défense aérienne, de la lutte antiterroriste, des exercices communs et d'un commandement centralisé. En ce qui concerne enfin le troisième point, soit la présence des forces américaines au Japon, l'accord d'avril 2012 entre Washington et Tokyo a sanctionné le redéploiement de 9 000 Marines d'Okinawa à Guam, Hawaii et Darwin (Australie).

À court terme, la relation entre Washington et Tokyo est bénéfique par le seul fait qu'elle tempère et le cas échéant prévient tout désir expansionniste japonais. Une alliance trop forte entre les deux États risque cependant d'irriter à terme la Chine, la Corée du Sud, voire les pays de l'ASEAN. Il sera de surcroît sans cesse plus difficile pour les prochaines administrations américaines de justifier la mainmise de Washington sur les affaires extérieures de son allié japonais. Tokyo, de son côté, ne l'acceptera pas éternellement. D'où la nécessité, bien comprise tant par Tokyo que par Washington, de rééquilibrer l'alliance pour qu'elle se perpétue : « L'ensemble des évolutions depuis l'année 2001 conforte l'idée que le Japon est non seulement la clef de voûte du système occidental de défense en Asie, mais aussi un partenaire et un instrument de choix dans la stratégie mise en place par les États-Unis pour assurer la défense régionale et mondiale »⁵.

Si la relation entre la Corée du Sud et les États-Unis est parfois tendue, elle se caractérise depuis quelques années par une grande homogénéité au plan régional et continue à s'appuyer sur le *Mutual Defense Treaty* (1954). Pour les États-Unis, il est néanmoins important que tout comme Tokyo Séoul prenne une plus grande responsabilité en matière de sécurité et de défense dans son voisinage proche. D'ici 2015, les Américains transféreront d'ailleurs le commandement des opérations en temps de guerre aux forces sud-coréennes. La même année, le gouvernement coréen présentera déjà le *Defense Reform 2020* qui envisage de transformer l'armée sud-coréenne en une armée flexible, technologique et autonome par rapport aux forces armées américaines jusqu'en 2020. Washington va également redéployer une partie de ses 28 000 hommes présents en Corée du Sud vers d'autres bases. 9 000 militaires quitteront la base de Yongsan pour être déployés à 60 km de Seoul (Pyeongtaek) et 10 000 autres stationnés près de la Korean Demilitarized Zone (DMZ) iront s'installer dans les prochaines années au sud de Séoul. Les deux gouvernements se sont encore mis d'accord pour que les forces américaines puissent servir de force de réaction

5 *Ibid.*, p.174.

rapide en Asie du Nord-Est et donc assumer un rôle plus global que l'unique défense de la Corée du Sud face à la Corée du Nord. Pour la Corée du Sud, il importe, tout en restant allié des États-Unis, de ne plus être traité en *junior partner* et d'affirmer ses propres intérêts, en d'autres termes de développer sa propre stratégie ou vision régionale. Mais bien qu'elle aspire à une politique étrangère plus indépendante, les différents incidents depuis 2010 avec la Corée du Nord – torpillage du destroyer *Cheonan*, bombardement de l'île de Yeonpyeong, tirs de fusées et essai nucléaire de février 2013 – ont poussé la Corée du Sud à se rapprocher de nouveau des États-Unis. Fin mars 2013, Séoul et Washington ont signé un nouvel accord militaire, lequel prévoit une réponse conjointe en cas de provocation venant du Nord et non plus uniquement en cas de conflit.

Consécutivement à ces adaptations des alliances avec Tokyo et Séoul, l'île américaine de Guam aura dans les prochaines années un rôle majeur dans le repositionnement des forces militaires américaines. Des sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire y ont déjà trouvé leur port d'attache : base navale d'Apra. La base d'Andersen accueille régulièrement des bombardiers *B-2*, *B-52* et *F-22*. La modernisation de Guam pourrait coûter plus de 20 milliards de dollars et l'île accueillera à l'avenir de 5 000 à 10 000 militaires.

L'Australie reste, quant à elle, la pierre angulaire de la politique étrangère et de défense des États-Unis en Océanie⁶. Si les États-Unis avaient déjà accès à des bases et infrastructures australiennes, l'accord conclu en novembre 2011 concernant une base militaire américaine à Darwin va plus loin. 250 Marines y ont pris leur quartier en 2012, un nombre qui pourrait atteindre les 2 500 hommes d'ici 2015. Cette base confèrera aux États-Unis un meilleur contrôle sur les voies maritimes autour de l'Indonésie et des Philippines, ainsi qu'un accès direct à l'océan Indien. Dans ce contexte Washington s'intéresserait également à Perth et aux îles Coco.

Si la présence américaine dans le Nord-Est du Pacifique a toujours été impressionnante – Japon, Corée du Sud, Pearl Harbour et aujourd'hui Guam, la présence américaine au Sud-Est est, elle, plus restreinte. Il existe cependant toujours les alliances avec les Philippines⁷ et la Thaïlande⁸. Les États-Unis se sont vus dans l'obligation de

6 Si l'Australie est tout à fait intégrée à la stratégie globale des États-Unis, il existe du reste un embryon d'alliance stratégique Japon-Australie-États-Unis à travers le *Trilateral Strategic Dialogue* lequel se développe fortement ces dernières années. Toujours dans la région on observe un regain d'intérêt des États-Unis pour la Nouvelle-Zélande (déclaration de Wellington en 2010) et les îles du Pacifique. En ce qui concerne ces dernières, l'influence économique et diplomatique de la Chine en Océanie a poussé Washington à se réengager dans la région. En août 2012, Hillary Clinton a ainsi participé en personne au *Pacific Islands Forum* qui s'est tenu aux îles Cook. Malgré leur statut de « micro-État », les îles du Pacifique présentent un intérêt certain : ressources maritimes (pêche), bloc d'États avec un poids considérable dans les organisations internationales, routes maritimes (Guam-Australie-Nouvelle-Zélande).

7 *Mutual Defense Treaty Between the Republic of the Philippines and the United States of America* signé le 30 août 1951 et réaffirmé en 2011 par la déclaration de Manille.

8 1954: Pacte de Manille (accord régional) et le communiqué Dean Rusk/Thamat Khoman de 1962 (lutte contre le communisme).

fermer leurs bases de Clark et de Subic Bay en 1991 après le refus par le Sénat philippin de ratifier le traité sur le renouvellement des baux. Si en 1998 l'*US – Philippine Visiting Forces Agreement* permet à nouveau des exercices militaires conjoints⁹ ainsi que les programmes *International Military Education and Training* (IMET) et *Excess Defence Articles* (EDA), c'est surtout après les événements du 11-Septembre que les relations bilatérales seront renforcées. Fin 2002 les Philippines et les États-Unis signent le *Mutual Logistics Support Agreement* qui permet aux forces américaines de recourir aux bases et infrastructures philippines de même que de bénéficier de leur logistique pour des missions. Les Philippines ont même obtenu le statut d'allié majeur non-membre de l'OTAN en octobre 2003. Depuis 2002 est également déployé sur le territoire le *Joint Special Operations Task Force-Philippines* (JSOTFP), constitué de 100 à 500 militaires américains (majoritairement des forces spéciales). Bien que ces forces soient basées dans un camp de Zamboanga, elles ont un rayon d'action qui s'étend à tout le territoire philippin et au-delà¹⁰. Si à court terme cette présence s'explique par la lutte contre l'islamisme radical (groupe Abou Sayaff), à long terme elle doit être interprétée dans un repositionnement et un renforcement avantageux face à la Chine. L'armée américaine projeterait même de s'installer à moyen terme dans le complexe aéroportuaire de General-Santos, situé à l'intérieur d'une baie bien abritée de l'île. Une base américaine permettrait à Washington de mieux contrôler les voies maritimes de la région et d'accroître sa projection de puissance¹¹. Des infrastructures américaines *non-permanent* seraient d'ailleurs déjà construites à Mindanao. Des discussions ont également lieu pour l'accueil éventuel de *Littoral Combat Ships*. De nombreux exercices militaires conjoints ont aussi lieu entre les deux pays comme par exemple les exercices *Balikatan* et *Phiblex*. Ces derniers tenus traditionnellement sur terre ont eu lieu en 2011 sur mer (signal clair envoyé à Pékin). En avril 2012 a eu lieu le premier sommet « 2+2 ». La Thaïlande bénéficie du même statut que celui des Philippines depuis décembre 2003. La coopération militaire entre Washington et Bangkok est ancienne et se traduit entre autre par l'exercice annuel *Cobra Gold* (le plus important en Asie). Et si les États-Unis vont officiellement suspendre toute coopération militaire après le coup d'État de 2006, les canaux resteront officieusement ouverts¹². Bien que la Thaïlande soit avant tout un allié des États-Unis, les relations économiques avec la Chine sont excellentes : produits chinois qui inondent le marché thaïlandais, de nombreuses élites d'origine chinoise, construction d'infrastructures, centre industriel près de Bangkok, ce qui vaut également pour le

9 Cf. Evan S. Medeiros, E., Keith Crane, Eric Heginbotham, Norman D. Levin, Julia A. Lowell, Angel Rabasa, Somi Seong, *Pacific Currents The Responses of US Allies and Security Partners in East Asia to China's Rise*, Rand Corporation, Santa Monica, 2008, p.118.

10 Cf. Herbert Docena, « US prowls for China in the Philippines », *Asia Times*, 5 mars 2008.

11 Les États-Unis s'inquiètent cependant du rapprochement du pays avec la Chine sur les plans économique, politique et même militaire, cf. Ian Storey, « China and the Philippines: Moving Beyond the South China Sea Dispute », *China Brief*, vol. VI, 17, 16 août 2006. Si la Chine a fait quelques percées aux Philippines au début du siècle, le bilan quelques années plus tard reste cela étant assez mitigé, de nombreux accords économiques se caractérisant par des scandales et la corruption.

12 *Pacific Currents*, op. cit., p. 152-153.

plan sécuritaire. Face à cette influence chinoise, les Américains ont réaffirmé en 2012 leur engagement envers la Thaïlande dans le *Joint Vision Statement for the Thai-US Defense Alliance* (Panetta-Sukumphol) : outre le fait que le document réaffirme l'alliance, il met l'accent sur quatre domaines : 1) Partenariat pour la sécurité régionale en Asie du Sud-Est ; 2) Soutien à la stabilité en Asie-Pacifique et au-delà ; 3) Interopérabilité et préparation bilatérale et multilatérale ; 4) Coordination et collaboration à chaque niveau.

ENGAGER L'ASEAN

Après avoir été en partie négligée par l'administration Bush, l'ASEAN est devenue sous l'administration Obama une priorité. Elle constitue un partenaire économique important des États-Unis, mais remplit de plus en plus une nouvelle fonction géostratégique. Si Washington avait par le passé une approche essentiellement bilatérale des pays de l'ASEAN, il privilégie maintenant l'*Asean Regional Forum* (ARF) et l'*ASEAN Defence Ministers Meeting* (ADMM) *Plus*. Les États-Unis ont participé ces dernières années à l'*East Asia Summit* après avoir signé précédemment l'*ASEAN Treaty of Amity and Cooperation* (TAC), condition préalable à une participation à l'EAS. Des sommets annuels sont de surcroît organisés entre les États-Unis et l'ASEAN depuis 2009. Le renouveau d'intérêt porté par Washington à l'ASEAN peut s'interpréter de la façon suivante. Les États-Unis perdant l'initiative dans l'établissement de l'agenda régional et même parfois international, les organisations régionales et internationales deviennent un vrai enjeu pour accroître leur influence et neutraliser la Chine.

Outre les Philippines et la Thaïlande, déjà mentionnées, la coopération entre les États-Unis et certains autres membres de l'ASEAN s'accroît. S'il n'existe pas d'alliance formelle avec Singapour, le pays forme un atout majeur des États-Unis en Asie du Sud-Est. Les deux pays ont d'ailleurs conclu en 2005 un *Strategic Framework Agreement* pour formaliser leur coopération sécuritaire dans différents domaines : lutte contre le terrorisme et la prolifération, exercices communs, technologies de défense et la sécurité maritime. L'armée singapourienne achète d'ailleurs principalement de l'équipement américain : *F-15*, *F-16*, *Apache*, *Chinook*, etc. Singapour abrite également l'*US Navy Logistic Group West Pacific* depuis 1992 et l'*US Air Force 497th Combat Training Squadron*. Enfin la nouvelle base de Changi peut accueillir les porte-avions américains¹³. Les États-Unis y déploieront également leurs *Littoral Combat Ships* dans un avenir proche. Enfin les deux pays organisent de nombreux exercices militaires bilatéraux et multilatéraux (*CARAT*, *Cobra Gold*, *Cope Tiger*, *RIMPAC*).

13 *Ibid.*, p. 182-183.

Bien que la relation entre Washington et Jakarta (l'Indonésie forme le « passage » entre l'océan Pacifique et l'océan Indien, entre autre *via* le détroit de Malacca) soit très tendue durant les années 1990 en raison de la situation au Timor-Oriental, les canaux entre militaires des deux pays resteront de façon quasi ininterrompue ouverts. Et ce malgré les tensions politiques bilatérales et des lois votées par le Congrès américain, dont l'amendement Leahy interdisant le transfert d'armement et l'entraînement en cas de violation des droits de l'Homme. Après les événements du 11-Septembre et la perte d'influence américaine dans le pays au profit de la Chine, l'administration Bush a très vite compris qu'imposer des sanctions à l'Indonésie ne ferait que pousser cette dernière dans la sphère d'influence chinoise. En conséquence, les deux capitales reprendront rapidement des contacts officiels entre militaires à travers le programme *International Military Education and Training* (IMET) et des exercices annuels *Cooperation Afloat Readiness and Training* (CARAT). L'embargo sur les armes sera également levé par Washington fin 2005 en rétablissant le programme *Foreign Military Financing* (FMF). Lors de sa visite en Indonésie au mois de février 2009, Hillary Clinton déclare vouloir : « offrir un cadre pour promouvoir leurs intérêts communs dans les affaires régionales et globales, couvrant la protection de l'environnement et les changements climatiques, le commerce et l'investissement, la promotion de la démocratie, la santé, l'éducation, la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme »¹⁴. La visite du président Obama en 2010 va confirmer l'engagement de Washington envers Jakarta qui se traduira par la conclusion d'un partenariat global et la livraison de 24 F-16.

Les relations entre la Malaysia et les États-Unis restent complexes : Kuala Lumpur désire garder son autonomie et le sentiment anti-américain au sein de la population qui ne partage pas toujours les desseins politiques et sécuritaires des USA demeure omniprésent. Il n'empêche que les États-Unis et la Malaysia ont conclu en 1994 un *Cross Servicing and Acquisitions Agreement*, renouvelé pour dix ans en 2005. Les navires américains font escale dans les ports malaysiens et les forces spéciales américaines s'entraînent au *Jungle Warfare Training School*. Washington bénéficie de bons rapports avec Brunei, autorisant entre autre l'accès aux ports. Mais une évolution intéressante dans la région pourrait bien venir du rapprochement entre les États-Unis et le Viêt-nam. Les deux pays ont rétabli les relations diplomatiques en 1995. La visite du Premier ministre vietnamien Phan Van Khai à Washington en juin 2005 s'est d'ailleurs traduite par un rapprochement plus explicite entre les deux pays : ce sont déjà aujourd'hui des relations de militaires à militaires (IMET, partage de renseignement dans la lutte antiterroriste, visite de ports par des bâtiments militaires américains, accord de coopération militaire dans le domaine médical et exercices communs entre les marines), il est vrai encore modestes mais en développement pro-

14 « Hillary Clinton prévoit la formation d'un partenariat complet entre les États-Unis et l'Indonésie », *Xinhua*, 19 février 2009.

gressif. Washington convoite également un accès à l'ancienne base navale (utilisée par les Américains pendant la guerre du Viêt-nam jusqu'en 1973 et où les Soviétiques s'étaient installés, puis les Russes jusqu'en 2002) de Cam Rahn Bay dans un avenir proche. Le rapprochement entre le Myanmar (chasse gardée traditionnelle de l'Inde et de la Chine) et les États-Unis, s'est concrétisé avec la visite de Hillary Clinton fin 2011 et d'Obama à la mi-novembre 2012 ; lors de ce même voyage, le Président s'est aussi rendu en Thaïlande et au Cambodge (sommet de l'ASEAN). Outre donc le Viêt-nam, les Américains tentent de se rapprocher d'autres pays de l'ancienne Indochine. Les États-Unis ont qui plus est lancé en 2009 la *Lower Mekong Initiative* afin de renforcer leur influence dans la région¹⁵. Et bien que les relations avec le Laos et le Cambodge soient encore timides, le signal envoyé par le président Obama est clair. La nouvelle stratégie et la nouvelle politique ont pour objet le *Rimland* asiatique : c'est là que se situe le véritable enjeu entre Pékin et Washington pour la domination de l'Asie-Pacifique. Les pays de l'ASEAN appartiennent à la catégorie d'États « bascule », susceptibles de passer d'une sphère d'influence dans l'autre¹⁶. Ils forment une zone tampon définie par Trygve Mathisen de la façon suivante : « de petites zones indépendantes, se situant entre deux zones plus larges, en général des États ou blocs d'États rivaux »¹⁷. Ces États étant dans une situation similaire à celle de l'Afghanistan ainsi décrite par le leader afghan Amir Abdur Rahman : « un cygne sur un lac, avec des ours d'un côté du rivage et des loups du côté opposé, prêts à l'attraper s'il se rapprochait trop du bord »¹⁸.

L'INFLUENCE DE MAHAN, HOMER LEA ET CORBETT

La politique américaine continue à suivre d'une certaine façon les préceptes de l'amiral Mahan. Ce dernier préconisait aux États-Unis de s'assurer de points d'appui, de se positionner autour des détroits et des routes de commerce, ainsi que de posséder une flotte pouvant être présente sur toutes les mers et capable de se déplacer vers les points névralgiques. La pensée de Mahan se résumait dans la phrase du navigateur Walter Raleigh, fin du XVI^e siècle, lequel déclarait : « Qui tient la mer tient le commerce du monde, tient la richesse du monde : qui tient la richesse du monde

15 Font partie de cette initiative les États-Unis, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, le Viêt-nam et depuis 2012 le Myanmar. L'objectif est d'encourager la coopération dans les domaines de l'environnement, de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

16 Pour de nombreux pays de l'ASEAN, l'objectif reste néanmoins de préserver une certaine ambivalence : rechercher un niveau de réassurance stratégique auprès des États-Unis face à une Chine qui monte en puissance tout en évitant de paraître trop proche de Washington afin de ne pas provoquer Pékin et de garantir par là les intérêts économiques qui sont offerts par la puissance économique chinoise. En outre, l'ASEAN veut se maintenir au centre (*ASEAN Centrality*), les divers forums de l'ASEAN (*East Asia Summit*, *ADMM* = ASEAN Defense Ministers Meeting-Plus) facilitant le dialogue entre les deux Grands.

17 Cité par Michael Greenfield Partem, « The Buffer System in International Relations », *The Journal of Conflict Resolution* 27, n°1, mars 1983, p. 23.

18 *Ibid.*, 19.

tient le monde lui-même »¹⁹. Si Mahan continue à influencer la pensée géopolitique des États-Unis, un autre penseur mériterait plus de considération : Homer Lea (1876-1912), officier de l'armée américaine sinophile et connu pour ses ouvrages *The Valor of Ignorance* et *The Day of the Saxon*²⁰. L'analyse par Lea des déploiements britanniques et japonais au XX^e siècle s'appuyant sur la géométrie stratégique et les frontières avancées reste au fondement du repositionnement américain en Asie-Pacifique. D'une part, l'auteur part du principe des frontières lignes mobiles. Pour une puissance maritime, « la frontière en mer est celle de ses ennemis » comme le savaient bien les Britanniques. D'où la volonté du Pentagone d'assurer ses intérêts à distance, ce qui se traduit par une triple ligne de défense : 1) Japon-Corée du Sud (Taiwan)-Thaïlande-Singapour ; 2) Japon-Guam-Philippines-Australie ; 3) Alaska/Aléoutiennes-Hawaii-Samoa²¹. En passant des alliances et en concluant des accords formels en Asie du Nord-Est et en Asie du Sud-Est, les États-Unis veulent diversifier leur présence et obtenir un meilleur contrôle de leurs théâtres d'opération, ainsi que des voies de communication. D'autre part, Washington apparaît comme voulant quadriller l'océan Pacifique par le biais de ses alliances et de ses territoires avancés en formant de nombreux triangles dont Guam se révèle le point névralgique. Selon Lea il fallait veiller à ce que les bases avancées forment des triangles : 1) importance du nombre de triangles que ces bases pourront former ; 2) fréquence de bases principales à l'intersection des triangles ainsi composés ; 3) présence ou non de bases ennemies à l'intérieur de ce réseau dont dépend la qualité de celui-ci ; 4) accroissement du nombre de bases du fait de la montée en puissance²². D'une approche *hub and spoke* on évoluerait vers une approche plus « réseautée », d'autant que Washington attend de ses alliés qu'ils prennent plus de responsabilités, partagent les coûts et les risques dans leurs sphères d'influence directe, et renforcent leur collaboration interalliée. D'où la multiplication des dialogues trilatéraux « Australie-Japon-États-Unis », « États-Unis-Japon-Inde » et bilatéraux tels que « Australie-Inde », « Australie-Corée du Sud », « Australie-Japon » ou encore « Inde-Japon » à l'intérieur de l'ensemble. Une stratégie qui s'ancre dans la philosophie de l'historien et géostratège maritime Julian Corbett : « La meilleure façon pour une flotte de haute mer d'atteindre une couverture géographique maximale tout en restant prête à être regroupée pour la guerre passe à travers une sorte d'«élastique de cohésion». Cela sous-entend que la flotte devrait se disperser le plus largement possible pour surveiller des zones maritimes étendues. Mais les unités devraient rester suffisamment proches les unes des autres afin qu'elles puissent rapidement se regrouper vers un point vital pour

19 Cf. Philippe Moreau -Defarges, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994, p. 49.

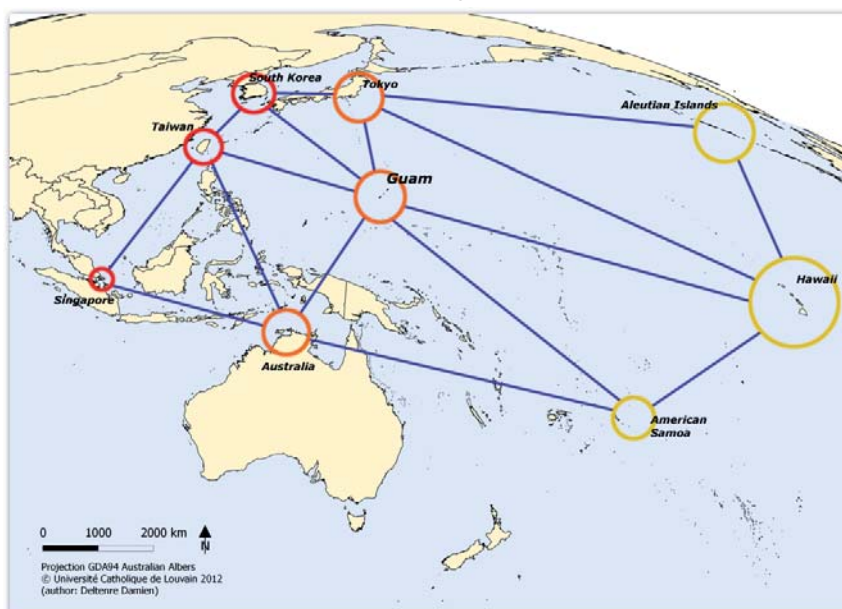
20 Il rédigeait avant de mourir le troisième tome de la trilogie : *The Swarming of the Slavs*.

21 Pour une approche semblable, ToshiYoshihara « Chinese Missile Strategy and the U.S. Naval Presence in Japan : The Operational View from Beijing », *Naval War College Review*, été 2010, vol. 63, n°3, p. 43.

22 Cf. Stéphane Beau, *Les enjeux de la région pacifique selon Homer Lea : la vision prophétique d'un stratège oublié*, 14 octobre 2003, Institut de Stratégie Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut d'Histoire des Conflits Contemporains, (<www.stratic.org>).

engager une marine ennemie. Cette approche élastique vers le regroupement (...) permettant aux marines de surveiller leur environnement et de coordonner leurs mouvements »²³. Comme le rappelle Joseph Henrotin, Corbett distingue en outre plusieurs catégories : les lignes d'opérations (qui partent des ports militaires vers les zones d'opérations des forces) et les lignes de communication, réparties en trois catégories : 1) les lignes d'approvisionnement (de la base vers les forces en opération) ; 2) les lignes de communication latérales (par lesquelles différentes forces engagées sur un théâtre peuvent communiquer entre elles ; 3) les lignes de retraite (qui permettent de revenir à la base)²⁴.

La triple défense du Pentagone dans le Pacifique



Source : Damien Deltenre, Université catholique de Louvain, 2012 (DR)

Lea rejoignant implicitement Corbett puisqu'il s'agit avant tout de « maîtrise des mers » et non de « domination des mers ». Ce qui compte, c'est en effet de maîtriser les communications maritimes, non de posséder la mer »²⁵.

Dans l'océan Indien, l'atoll de Diego Garcia pourrait remplir la même fonction que Guam dans le Pacifique. Lea était convaincu que pour maîtriser l'océan Indien,

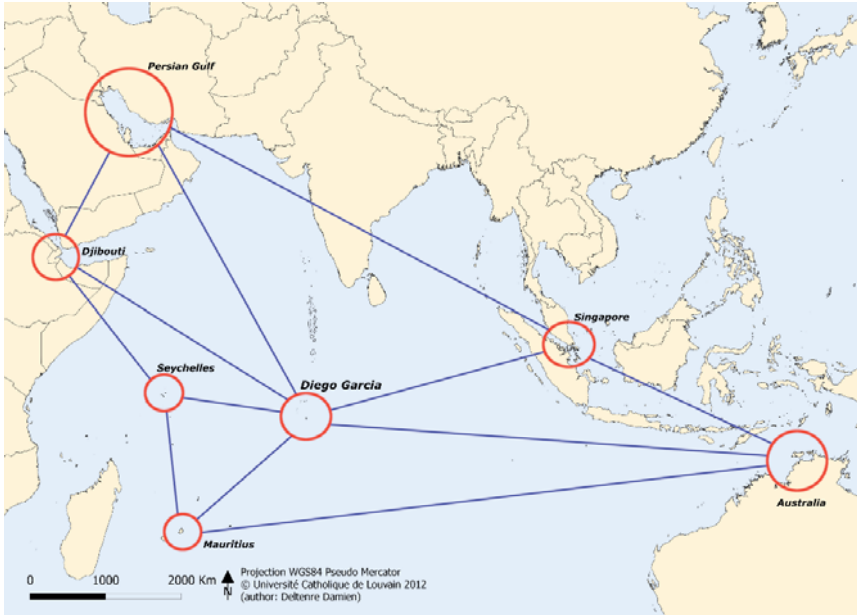
23 Cf. James R. Holmes, « Quality, Quantity and Mr. Miyagi », *The Diplomat, Flashpoints Diplomacy by Other Means*, 10 février 2012.

24 Cf. Joseph Henrotin, *Julian Corbett. Renouveler la stratégie maritime*, Argos, Paris, 2013, p. 53-54.

25 *Ibid.*, p. 52.

il y avait nécessité de contrôler le triangle Diego Garcia-Seychelles-île Maurice, localisé stratégiquement entre l'Asie et l'Afrique.

Diego Garcia au cœur du dispositif de défense du Pentagone dans l'océan Indien



Source : Damien Deltenre, Université catholique de Louvain, 2012 (DR)

Il est raisonnable de supposer que la stratégie triangulaire continuera à faciliter le déploiement des forces militaires dans la région et accroîtra tant leur interopérabilité que les opérations conjointes. Comme il est indiqué dans le *Joint Operational Access Concept* (JOAC): « Plus une puissance militaire parvient à amasser des moyens et de la capacité dans des bases avancées, plus elle est capable de réduire les effets de la distance. De plus, des bases avancées permanentes ou une présence à long terme peuvent rassurer les partenaires et dissuader les adversaires. La possibilité d'établir des nouvelles bases avancées ou d'améliorer celles qui existent déjà peut également avoir un effet dissuasif »²⁶. L'objectif de ces bases n'est pas uniquement de garantir la projection de force et de puissance, mais également de dénier à l'adversaire la possibilité de projeter ses propres forces. Les réductions budgétaires à venir, accentuent ainsi l'importance de la conception en développement d'*Air-Sea Battle*, foca-

26 U.S. Joint Chiefs of Staff, *Joint Operational Access Concept* (JOAC), Washington, D. C. : U.S. Joint Chiefs of Staff, 17 janvier 2012, p. 7.

lisée sur l'intégration des forces aériennes et navales dans le contexte de l'*Anti-Access Area-Denial* (A2/AD)²⁷. Et puis : opérer simultanément à partir de multiples lignes dans de nombreux domaines peut aider à opérer une jonction des forces pour saisir l'initiative en saturant les moyens de l'ennemi. En outre, cela accroît les options tout en forçant l'ennemi à défendre de multiples voies d'approche, en particulier si la force conjointe n'est pas dépendante d'infrastructures majeures, et qu'elle a la capacité d'opérer de manière efficace dans un environnement rigoureux. Opérer à partir de plusieurs lignes facilite également pour une force conjointe l'exploitation d'opportunités inattendues et le dépassement des échecs. Enfin la dispersion des forces conjointes permettra de réduire le risque émanant des armes de destruction massive de l'ennemi »²⁸. Qui plus est : si le droit de déployer des forces militaires sur des bases permanentes peut se révéler problématique, la politique de rotation de forces sur une base temporaire satisfera de nombreux alliés. En définitive, la stratégie des triangles pourrait devenir opérationnelle et viable en appliquant le JOAC.

CONCLUSION

Les États-Unis réactivent d'une certaine manière la doctrine Nixon/Guam des années 1970 en s'appuyant sur un ensemble d'États leviers. Avec évidemment une volonté de recourir au *burden sharing* : « obtenir des autres États qu'ils fassent plus pour leur sécurité afin que les États-Unis puissent faire moins »²⁹. En 2001 Kissinger écrivait déjà : « Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national des États-Unis. Pour cette raison, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie et son objectif géopolitique doit être d'empêcher la transformation de l'Asie en bloc hostile »³⁰. Pour finir : « D'une certaine manière, ces tensions débouchent sur un nouvel équilibre intra-régional avec d'un côté la Chine et son gigantesque pouvoir d'attraction, de l'autre la formation d'une alliance maritime allant du Japon à l'Inde en passant par les pays d'Asie du Sud-Est, ces pays ayant tous une alliance bilatérale avec Washington »³¹.

27 *Ibid.*, p. 4.

28 *Ibid.*, p. 20-21.

29 Cf. Christopher Layne, « The (Almost) Triumph of Offshore Balancing », *The National Interest*, 27 janvier 2012.

30 Henry Kissinger, *Does America need a Foreign Policy ?*, New York, Simon & Schuster, 2001, p. 111-112.

31 Cf. François Godement cité par Arnaud de la Grange, « L'inquiétante montée des rivalités stratégiques en Asie », *Le Figaro*, 12 juillet 2006.